

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS141/12

14 mars 2002

(02-1341)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - DROITS ANTIDUMPING SUR LES IMPORTATIONS DE LINGE DE LIT EN COTON EN PROVENANCE D'INDE

Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

Demande de consultations

La communication ci-après, datée du 8 mars 2002, adressée par la Mission permanente de l'Inde à la Délégation permanente de la Commission européenne et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 12 mars 2001, l'Organe de règlement des différends (l'ORD) a adopté¹ le rapport de l'Organe d'appel² et le rapport du Groupe spécial³ tel qu'il a été modifié par l'Organe d'appel, dans l'affaire "*Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*" (WT/DS141). Ces rapports ont conclu que l'imposition de droits antidumping définitifs par les CE sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde était incompatible avec les prescriptions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping). Comme suite à ces rapports, l'ORD a recommandé que les Communautés européennes mettent leurs mesures en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord antidumping.

Le 7 août 2001, le Conseil de l'Union européenne a adopté le Règlement n° 1644/2001 modifiant les droits antidumping définitifs initiaux sur le linge de lit en provenance d'Inde, tout en suspendant leur application.⁴ L'Inde a fortement contesté que cette nouvelle détermination respecte les recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.⁵ Le Règlement n° 1644/2001 du

¹ WT/DS141/9 du 22 mars 2001.

² WT/DS141/AB/R du 1^{er} mars 2001.

³ WT/DS141/R du 30 octobre 2000.

⁴ Règlement (CE) n° 1644/2001 du Conseil du 7 août 2001 modifiant le Règlement (CE) n° 2398/97 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de linge de lit en coton originaires d'Égypte, de l'Inde et du Pakistan et suspendant son application en ce qui concerne les importations originaires de l'Inde, publié au Journal officiel des Communautés européennes le 14 août 2001, série L, n° 219, pages 1 à 11. La mesure initiale a été par ailleurs modifiée par le Règlement (CE) du Conseil n° 160/2002 du 28 janvier 2002 modifiant le Règlement (CE) n° 2398/97 mettant fin à la procédure en ce qui concerne les importations originaires du Pakistan, publié au Journal officiel des Communautés européennes du 30 janvier 2002, série L, n° 26, pages 1 à 4.

⁵ Voir, par exemple, la déclaration de l'Inde dans le cadre de l'ORD le 23 août 2001 (WT/DSB/M/108 paragraphe 85). La divergence de vues a également été consignée dans le document WT/DS141/11.

Conseil prévoyait aussi l'expiration des mesures modifiées dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du Règlement modifié, à moins qu'un réexamen n'ait été ouvert avant cette date. C'est pourquoi l'Inde, qui croyait que la mesure illégale expirerait finalement au plus tard le 14 février 2002, n'avait plus soulevé la question. Malheureusement, le 13 février 2002, les CE ont ouvert un réexamen qualifié de "réexamen intermédiaire partiel"⁶, aggravant ainsi le problème en fondant un réexamen partiel sur une nouvelle détermination erronée.

Cela ne laisse pas d'autre choix à l'Inde que de recourir à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, puisqu'"il y [a] désaccord au sujet de l'existence de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions". En particulier, l'Inde considère qu'en mettant en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend au moyen du Règlement (CE) du Conseil n° 1644/2001 du 7 août 2001 et en ouvrant un réexamen intermédiaire partiel le 13 février 2002:

- Les CE ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.2 ii) de l'Accord antidumping en ne calculant pas correctement une "moyenne pondérée". Cela a conduit, une fois de plus, à la "constatation" de l'existence d'un dumping pour un producteur, alors qu'en réalité celui-ci n'a pas eu recours au dumping. Les déclarations publiées figurant au point (74) de la nouvelle détermination non seulement confirment que les CE ne tiennent pas compte des constatations de l'Organe d'appel, mais superposent aussi leur propre interprétation contraire à ces constatations. Par conséquent, les nouveaux calculs et les déclarations publiés sont contraires aux constatations de l'Organe d'appel;
- Les CE ont agi d'une manière contraire aux constatations du Groupe spécial eu égard à l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en cumulant les importations originaires d'Inde avec celles provenant d'un pays pour lequel aucun dumping n'a été constaté. Un tel cumul dans la nouvelle détermination semble aussi manifestement contraire à l'article 3.3 et 3.2 de l'Accord antidumping. En outre, l'articulation incorrecte de l'analyse, à savoir, utiliser tout d'abord le cumul à des fins relatives au dommage, puis exclure une source donnée au motif que les exportations ne faisaient pas l'objet d'un dumping, ne peut pas être considéré comme l'établissement correct des faits ni conduire à une évaluation impartiale et objective. Le cumul injustifié a également faussé la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. Le fait qu'il n'y a pas eu de divulgation appropriée en ce qui concerne l'inclusion des exportations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance d'une certaine source est également contraire aux droits de l'Inde relatifs à la présentation de sa défense tels qu'ils sont consacrés à l'article 6 de l'Accord, en particulier aux paragraphes 4 et 9. L'avis au public inadéquat enfreint aussi les prescriptions de l'article 12 de l'Accord antidumping;
- Les CE ont agi d'une manière contraire à l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en ne se conformant pas à la décision du Groupe spécial en ce qui concerne les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping originaires de l'Inde. Les CE prétendent avoir agi conformément à la décision du Groupe spécial, en excluant du volume total des importations en provenance d'Inde le volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping, mais en réalité, seule une portion du total des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance d'Inde a été exclue;
- Les CE ont agi d'une manière contraire aux prescriptions de l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a clairement constaté que "des données n'ont même pas été

⁶ Avis d'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de linge de lit en coton originaire de l'Inde, publié au Journal officiel des Communautés européennes du 13 février 2002, série C, n° 39, pages 17 à 19.

collectées pour tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, et encore moins évaluées par les autorités communautaires chargées de l'enquête". Des données qui n'ont "même pas été collectées" ne peuvent pas, de l'avis de l'Inde, se transformer soudainement en données "exposées plus en détail". Si la détermination était incompatible quant au fond avec les obligations légales pertinentes, le caractère adéquat de l'avis est sans objet. Pour mettre en œuvre d'une manière appropriée les constatations du Groupe spécial, il faut non seulement exposer les facteurs du dommage, qui auraient dû être examinés en premier lieu, mais aussi établir une détermination positive globale de l'existence d'un dommage conformément à l'Accord antidumping. Le fait qu'il n'y a pas eu de réexamen et d'analyse d'ensemble de ce type rend aussi la détermination contraire à l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping. La nouvelle représentation des faits dans la nouvelle détermination jette encore plus le doute sur le point de savoir s'ils ont jamais été correctement établis. En outre, l'Inde considère que l'évaluation elle-même dans la nouvelle détermination n'était pas impartiale et objective;

- Les CE n'ont pas respecté la décision du Groupe spécial selon laquelle les renseignements concernant les sociétés autres que l'industrie communautaire ne peuvent pas servir de fondement pour les constatations. L'Inde considère que les mesures prises par les CE à cet égard sont contraires à la deuxième constatation du Groupe spécial eu égard à l'article 3.4 de l'Accord antidumping;
- Les CE n'ont pas examiné d'une manière cohérente les facteurs relatifs au dommage au niveau de l'échantillon et n'ont pas non plus accompli ce qu'elles avaient prétendu faire. Pareilles actions sont contraires à l'article 17.6 i) et cela a conduit à établir une détermination contraire à l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping;
- Les CE n'ont pas prouvé que l'industrie communautaire avait subi un dommage important. Cela est contraire à l'article 3.1 de l'Accord antidumping. L'évaluation des faits n'était pas impartiale et objective. Cela est contraire à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping;
- Les CE n'ont pas démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un dommage. Cela est contraire à l'article 3.5 de l'Accord antidumping;
- Les CE n'ont pas exploré de solutions constructives, contrairement à l'article 15 de l'Accord antidumping. Le Groupe spécial a clairement constaté que cette obligation active incombait à l'autorité chargée de l'enquête et qu'une décision de ne pas imposer de droit antidumping ne constituait en aucune manière une "solution", et pourtant les CE sont demeurées passives. Au lieu de cela, elles ont ouvert un "réexamen intermédiaire partiel", refusant par là même aux exportateurs indiens la possibilité de reprendre les échanges commerciaux dans des conditions normales.

Pour les raisons qui précèdent, l'Inde considère que les CE ne se sont pas conformées aux recommandations et décisions de l'ORD et aux diverses dispositions de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994. L'Inde demande donc aux Communautés européennes d'engager des consultations au titre des articles 4 et 21:5 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémoire d'accord"), de l'article 17 de l'Accord antidumping et de l'article XXIII du GATT de 1994 pour discuter de la question susmentionnée. Cette demande est formulée sans préjudice des droits de l'Inde dans le cadre de l'OMC. À cet égard, l'Inde rappelle aussi pour mémoire que "[s]i, sur la base des résultats de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord qu'elle pourrait engager au plus tard le 31 mars 2002, l'Inde décide d'engager une procédure au titre de l'article 22 du Mémoire d'accord, les CE n'affirmeront pas que l'Inde ne peut pas obtenir l'autorisation de l'ORD parce que sa demande a été présentée en

dehors du délai de 30 jours spécifié dans la première phrase de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord."⁷

L'Inde se réserve le droit de soulever d'autres allégations ou questions de fait ou de droit liées à la mesure susmentionnée au cours des consultations et dans le cadre de toutes autres actions ultérieures au titre du Mémorandum d'accord.

Étant donné que l'article 21:5 du Mémorandum d'accord envisage des procédures accélérées, l'Inde attend une réponse rapide des CE à la présente demande et souhaite qu'une date et un lieu mutuellement acceptables puissent être fixés pour les consultations.

⁷ WT/DS141/11.